

Rapport d'orientation de Christophe MOULIN

Assemblée Générale de GDS France - 14 avril 2023

Je voudrais vous dire l'immense plaisir et l'émotion que j'ai à pouvoir m'adresser à vous ici à Tours, depuis ma belle région Centre Val de Loire...

Ce discours, c'est l'occasion pour moi de dresser un bilan depuis la mise en place de votre Bureau que je préside depuis 3 ans.

Notre 1^{er} objectif était de conforter le maillage territorial et renforcer les liens entre l'ensemble des maillons du Réseau des GDS. Le déplacement des élus du Bureau et des membres de l'équipe de GDS France de façon à aller à la rencontre des GDS départementaux dans le cadre de la démarche PROGRES a permis de mieux coordonner le rôle et les missions de chacune de nos structures, qu'elle soit européenne, nationale, régionale ou départementale. Je suis persuadé que notre unité, ce Réseau fort et structuré, sera demain notre force pour aborder les opportunités et affronter toutes les menaces, qu'elles soient sanitaires, économiques, climatiques ou géopolitiques. Notre Réseau, déjà fort de ses 1000 éleveurs élus et 800 collaborateurs, va s'enrichir encore en 2023 et je me réjouis de pouvoir travailler très bientôt avec cinq nouveaux GDS ultra-marins : la Martinique, la Guadeloupe, la Nouvelle Calédonie, la Guyane et la Polynésie. Je suis persuadé que nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres.

Durant ces trois années, nous avons également travaillé ensemble sur l'amélioration de notre organisation et de nos méthodes de travail. La priorité a été donnée aux modalités de fonctionnement des différentes instances au sein du Réseau et à la création d'espaces de concertation.

L'une des forces de notre Réseau, vous le savez, c'est notre capacité à nous adapter. Comme notre table ronde va l'illustrer, nos actions devront, demain, nécessairement prendre en compte les enjeux liés au changement climatique. On parle beaucoup de souveraineté alimentaire...cela paraît évident mais pas de souveraineté alimentaire sans éleveurs ! Éleveurs que l'on doit accompagner dans cette transition. Nous devons ensemble répondre au défi climatique (en termes d'adaptation, d'atténuation et d'anticipation), et au défi agroécologique pour préserver santé, bien-être animal et biodiversité.

Dans cette optique, nous avons pu échanger hier sur la démarche « approche globale ». Dans cette approche préventive et multidisciplinaire, le sanitaire est l'élément fédérateur des différentes compétences mises en œuvre avec l'objectif de maintenir les animaux en bonne santé et de relier l'environnement à l'animal. Il s'agit là d'une véritable opportunité pour notre Réseau, pour répondre aux nouveaux besoins des éleveurs, de façon cohérente et décloisonnée.



Comme l'a souligné Stéphane, nos actions devront nécessairement prendre en compte également les enjeux liés à l'amélioration de la biosécurité en élevage. Beaucoup d'efforts ont été déployés par le Réseau des GDS sur ce sujet pour accompagner les éleveurs dans cette démarche, de façon pragmatique et efficiente. Pour cela, il faut connaître les éleveurs, leurs réalités. Et il n'existe pas un seul modèle de Biosécurité ! C'est pour cela que nous proposons des mesures de Biosécurité adaptées à chaque situation, à chaque production, à chaque contexte, à chaque élevage...Mais il faut aussi savoir se dire que les élevages ne deviendront jamais des forteresses hermétiques ! L'éleveur ne peut assumer, seul, les risques et les conséquences vis-à-vis de la faune sauvage, si cette dernière est trop dense et/ou contaminée. À cet égard je remercie la DGAL et l'OFB pour le lancement d'une expérimentation vaccinale sur le blaireau comme outil complémentaire dans la lutte contre la Tuberculose bovine. C'est un projet ambitieux qui va dans le bon sens et qui reçoit le soutien entier de GDS France. La Biosécurité est l'affaire de tous, et elle profite à tous. Je tiens aujourd'hui à le réaffirmer : les coûts liés à la biosécurité ne peuvent pas être supportés exclusivement par les éleveurs. Nous devons trouver un modèle économique juste et pérenne, avec l'appui des filières et de l'État.

Ce changement de modèle économique doit également concerner le financement des actions déployées par les GDS et FRGDS. Certaines de nos actions concernent des missions déléguées par l'État, qui concernent l'ensemble des éleveurs. À ce titre, nous attendons de l'État qu'il trouve le véhicule juridique permettant de sécuriser les actions mises en œuvre, et notamment la non-délivrance des ASDA pour ceux qui ne respectent ni la réglementation, ni son financement. Il n'est pas concevable de faire peser les coûts de surveillance obligatoire sur les seuls éleveurs adhérents. Le Réseau des GDS ne pourra pas continuer de travailler dans ces conditions et nous attendons un geste fort de l'État avant le début de la prochaine campagne.

Autre modèle qui doit évoluer...celui du vétérinaire sanitaire. Vous le savez, les vétérinaires sont des partenaires historiques des GDS et nous travaillons au quotidien avec eux pour porter nos projets ambitieux. Là encore, le modèle doit évoluer pour s'adapter aux nouveaux besoins des éleveurs, aux aspirations des nouvelles générations de vétérinaires et aux attentes sociétales. Une réflexion délocalisée va se tenir dans les prochaines semaines sur les missions et la rémunération du vétérinaire sanitaire, dans les quatre écoles vétérinaires. Ces réunions délocalisées avec des éleveurs, des vétérinaires et les services déconcentrés de l'État devront se tenir sans tabou. Nous devons engager des discussions de fond autour des droits mais aussi autour des devoirs des vétérinaires sanitaires. Les propositions devront être pragmatiques, terrain, et efficaces, dans l'intérêt de tous. N'ayons pas peur de bouger les lignes ni de faire évoluer la réglementation française ! Collectivement nous devons nous assurer de la mise en œuvre de bonnes conditions pour les vétérinaires afin que le travail soit réalisé avec la qualité attendue, dans le respect de tous.



Notre Réseau est reconnu par les éleveurs et nos partenaires pour son expertise et son expérience dans la surveillance, la prévention et la lutte contre les maladies animales. Je souhaite souligner ici le travail réalisé par les GDS sur les programmes IBR et BVD.

La reconnaissance européenne du programme d'éradication IBR obtenue en novembre 2020 et qui implique un objectif d'éradication en 2027 est l'un des projets ambitieux porté par notre Réseau. Les résultats sont là, la proportion de cheptels indemnes progresse, mais nous devons tenir le rythme et accélérer le calendrier de renforcement des mesures, qui portent essentiellement sur les contraintes aux mouvements pour les bovins non indemnes.

Concernant la BVD, après deux années d'application généralisée du programme de lutte, l'avancée rapide de l'assainissement se confirme, avec moitié moins de nouveaux foyers entre les deux dernières campagnes et un tiers d'IPI détectés en moins. Le travail au sein du Réseau des GDS se poursuit pour se rapprocher des exigences de la Loi de Santé Animale dans la perspective d'une demande de reconnaissance de programme auprès de l'Union Européenne pour l'ensemble du territoire continental.

Je vous cite aujourd'hui l'IBR et la BVD car nous avons des ambitions européennes pour ces deux maladies et elles illustrent un point important. Pour éradiquer une maladie...pas de miracle. On ne peut pas surveiller et lutter contre une maladie sans une maîtrise des mouvements des animaux. Et il faut être honnête c'est notre talon d'Achille !

Pour avancer sur la gestion des mouvements, nous avons fait le choix d'investir sur un système d'information performant et réactif, et initier un projet informatique permettant de franchir une étape importante pour la sécurité sanitaire de la ferme France et de ses exportations en facilitant la gestion des flux pour les acteurs de la filière bovine. À ce titre, je tiens ici à remercier les opérateurs commerciaux pour la qualité des échanges lors des réunions de travail que nous avons pu avoir ces derniers mois.

Les dernières marches vers l'éradication sont toujours les plus difficiles... car il faut aller chercher les derniers foyers. C'est ce que j'appelle la queue de la comète.

Là encore, nous avons besoin d'un État fort, pour gravir ces dernières marches. Madame La Directrice Générale de l'Alimentation, nous attendons votre appui pour dégager des moyens humains pour que les services déconcentrés puissent faire appliquer les mesures de police sanitaire prévues dans la réglementation sanitaire. Nous ne pourrions tenir l'échéance de 2027 pour l'IBR qu'à cette condition. On ne peut pas laisser quelques éleveurs réfractaires mettre en péril les efforts collectifs déployés depuis plusieurs années par la collectivité des éleveurs et ternir l'image de la France vis-à-vis de ses partenaires internationaux.

Je le disais il y a quelques instants, nous attendons également votre appui pour sécuriser le financement des missions déléguées.



Enfin, je me réjouis de voir que la reconnaissance du Réseau s'ouvre dorénavant au multi-espèce. La preuve, en pisciculture...Et oui, en pisciculture aussi la gestion des mouvements est cruciale pour éviter toute introduction de pathogènes, comme dans toutes les espèces. Les travaux menés de concert par GDS France avec les acteurs de la filière et du sanitaire ont permis de signer le Pacte d'engagement sanitaire des opérateurs commerciaux à l'occasion du SIA 2023, le jeudi 2 mars, avec l'Association Française des Professionnels de la Pisciculture d'Étangs, Étangs de France, GDS France puis un importateur national. Ce pacte constitue une belle avancée pour l'aquaculture française.

En conclusion de ce discours d'orientation, je veux souligner la chance et la reconnaissance qui sont les miennes, de travailler, de construire avec les élus et les équipes de notre Réseau dont l'implication est remarquable. Je veux ici les en remercier.

Christophe MOULIN
Président de GDS France

